



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre Val de Loire

Blois, le

11 OCT. 2016

Unité Départementale du Loir et Cher

PROCTER & GAMBLE SAS

126, Avenue de Vendôme
41000 BLOIS

Demande d'enregistrement

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher (BEAT)
Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires
et technologiques**

Copies :

- DREAL Centre Val de Loire (SEIR, UD41)

Pièce jointe :

- Projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement

Conformément à l'article R.512-46-16, Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher a transmis par courriel du 28/09/2016 à l'Inspection des Installations Classées les avis des conseils municipaux et les observations du public dans le cadre de la demande d'enregistrement déposée le 19 mai 2016 par la société PROCTER & GAMBLE BLOIS SAS ayant pour objet la centralisation sur le site de Blois de stockages de produits finis actuellement sous-traités et la réorganisation des magasins 2 et 3.

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1. Le demandeur

Raison sociale :	PROCTER & GAMBLE BLOIS SAS
Siège social :	163, quai Aulagnier 92600 Asnières sur Seine
Adresse du site :	126, avenue de Vendôme

49 bis rue Laplace
41000 BLOIS
Tél : 02 54 74 98 80
Fax : 02 54 74 08 09

Interlocuteurs : Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher, Monsieur le Directeur de l'Unité Départementale du Loir et Cher, Monsieur le Directeur de l'Inspection des Installations Classées



1.2. L'historique du site

Le site PROCTER & GAMBLE de Blois est spécialisé dans la fabrication de shampoings et d'après-shampoings (chiffre d'affaires de 80 millions d'€ en moyenne).

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2630-2 (fabrication de détergents et savons, sans transformation chimique).

Il comprend des installations relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 1510 (entrepôts couverts de stockage de matières combustibles) pour son magasin 2 (48 915 m³).

Les installations classées sont réglementées par arrêté préfectoral d'autorisation n°00-2318 du 10 juillet 2000, modifié par arrêtés préfectoraux des 9 décembre 2003, 13 juin 2006 (2 arrêtés), 27 avril 2007, 1^{er} octobre 2010, 29 mai 2013, 3 août 2015 et 7 juin 2016. Par courrier du 30 mai 2016, l'exploitant a transmis au préfet du Loir-et-Cher sa demande de bénéfice d'antériorité relative aux nouvelles rubriques 4000 de la nomenclature des installations classées. La demande est en cours d'instruction. L'établissement est classé « Seveso Seuil Haut » au bénéfice de l'antériorité (rubrique 4510.1 stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique).

Au 31/08/2016, le site emploie 370 permanents en équivalents temps plein.

2. OBJET DE LA DEMANDE

2.1. Le projet

Le site externalise à ce jour le stockage d'une partie de ses produits finis dans des entrepôts sous-traitants. Dans un contexte de réduction des volumes de production (plan de sauvegarde de l'emploi en 2015) et afin d'optimiser ses activités, PROCTER & GAMBLE souhaite centraliser ses stockages sur site.

Le projet repose sur une modification de la destination du magasin 3. Ce magasin est actuellement affecté à du conditionnement avec stockages d'en-cours de production. Avec le projet, il sera affecté à du stockage de matières combustibles relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 (57 600 m³ – installation nouvelle).

Le projet prévoit également la réorganisation du magasin 2, sans modification du bâtiment. Du fait que le régime de l'enregistrement est applicable à l'ensemble des installations classées de l'établissement, le magasin 2 relèvera également, avec le projet, du régime de l'enregistrement (48 915 m³ – installation existante).

Il s'agit d'un nouveau projet.

2.2. Le site d'implantation

Le projet est localisé au sein du site existant, sur les parcelles suivantes :
- section HJ, parcelles 06, 07 et 08.

2.3. Usage futur proposé

Non concerné (le site n'est pas nouveau).¹

¹ Article R.512-46-4 5° : Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ;

3. INSTALLATIONS CLASSEES ET REGIME

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 512-7 du code de l'environnement au titre de la rubrique 1510.

Classement actuel au titre de la rubrique 1510 :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Niveau d'activité	Régime
1510	Stockage de matières combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	Magasin 2 : 48915 m ³	DC

Classement projeté au titre de la rubrique 1510 :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Niveau d'activité	Régime
1510	Stockage de matières combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³	Magasin 2 (installation existante) : 48915 m ³ Magasin 3 (installation nouvelle) : 57 600 m ³ Total : 106 651 m ³	E

Régime :

E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique)

4. CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre, à savoir :

- Blois
- Saint Sulpice de Pommeray
- Villebarou

ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

Le conseil municipal de Villebarou a donné un avis favorable en date du 6 septembre 2016.

Les autres conseils municipaux n'ont pas fait connaître leur avis dans le délai imparti, fixé au 29 septembre 2016 conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

5. OBSERVATIONS DU PUBLIC

La demande a été portée à la connaissance du public du 16 août 2016 au 14 septembre 2016.

La demande a été mise en ligne sur le site Internet de la préfecture de Loir-et-Cher.

Aucune observation n'a été portée aux registres ou transmise par courriel.

6. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

6.1. Justification de l'absence de basculement

L'inspection des installations classées a adressé au préfet en date du 22 juillet 2016 un rapport de complétude et de recevabilité pour le dossier de demande d'enregistrement déposée le 19 mai 2016 par la société PROCTER & GAMBLE BLOIS SAS et complétée en date des 24 mai 2016 et 13 juillet 2016.

En effet, le dossier comportait l'ensemble des pièces et documents exigés par les dispositions des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement et les éléments du dossier paraissaient suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation sur son site et au regard de son environnement. Au regard des dispositions des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis par la société PROCTER & GAMBLE BLOIS SAS paraissait, en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec la sensibilité de l'environnement du projet, au regard des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

Au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, le projet déposé par la société PROCTER & GAMBLE BLOIS SAS ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation (localisation du projet au sein de bâtiments existants d'un site existant, absence de cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets, demandes d'aménagement des prescriptions générales permettant d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 de manière équivalente à la protection offerte par l'application des prescriptions générales).

6.2. Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2.1. Examen de la conformité du projet

L'exploitant a justifié que son projet respecte l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à l'exception des articles 2.2.2, 2.2.3, 2.2.4, 2.2.6, 2.2.7, 2.2.8 et 2.2.10 pour lequel il a sollicité un aménagement tel que décrit au paragraphe 6.5, ci-après (concerne le magasin 3).

6.2.2. Compatibilité avec l'affectation des sols

Le projet de réorganisation des magasins 2 et 3 n'implique pas de modifications des bâtiments ni de nouvelles constructions. Les travaux prévus concernent des réaménagements intérieurs. Le projet est compatible avec le PLU.

Objet de la demande d'aménagement	Consistance de la demande d'aménagement	Justification apportée par l'exploitant	Avis du SDIS41 du 29/08/2016
Accessibilité par les services de secours	Article 2.2.2 L'ensemble des voies engins ne présente pas la largeur requise.	Dans son dossier, P&G renvoie aux démarches initiées auprès du SDIS (visites conjointes SDIS / DREAL réalisées les 23 juin et 6 juillet 2016).	<p>Dans son avis, le SDIS indique : « Les façades sont accessibles par une voie engins. La voie desservant la façade Sud présente un rétrécissement ne portant sa largeur qu'à 4 m, la configuration des lieux ne permet pas de lui rendre une largeur réglementaire de 6 m. Toutefois, une 2^e voie engins longeant au Nord-Ouest et Sud-Ouest, la limite de propriété pallie à cette carence. »</p> <p>Le SDIS rappelle par ailleurs les dispositions générales suivantes (art. 2.2.1) : « Les voies d'accès des services de secours doivent être maintenues dégagées de tout stationnement et comporter une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers », pouvant être renforcée par une signalisation verticale de type « stationnement interdit » ».</p> <p>Lors de la visite SDIS DREAL du 22/09/2016, l'exploitant a confirmé la prise en compte de ces recommandations.</p>
	Article 2.2.3 Les dispositions en matière de mise en station des échelles ne sont pas respectées.	Dans son dossier, P&G renvoie aux démarches initiées auprès du SDIS (visites conjointes SDIS / DREAL réalisées les 23 juin et 6 juillet).	<p>« La voie échelle de la façade Sud-Ouest, au droit du mur coupe-feu, ne permet pas d'assurer efficacement une défense hydraulique au droit de ce mur. Compte tenu des caractéristiques géométriques de la cellule, il y a lieu de créer une 2^e voie échelle sur la façade Nord-Est à l'emplacement des quais n°23 et 24.</p> <p>Le SDIS observe par ailleurs que ces voies échelles devront rester accessibles en permanence et comporter une matérialisation au sol ».</p> <p>Lors de la visite SDIS DREAL du 22/09/2016, l'exploitant a confirmé que les quais 23 et 24 seront condamnés.</p>
	Article 2.2.4 Les dispositions en matière de rampe dévidoir ne sont pas respectées.	Dans son dossier, P&G s'engage à créer une rampe dévidoir entre les quais 32 et 33 pour le 31 décembre 2016 avec une demande de dérogation concernant sa largeur (1,35 m au lieu de 1,8 m) compte tenu de la localisation de cette rampe entre les poteaux de charpente principale du bâtiment (23 ké HT).	<p>Dans son avis, le SDIS41 prend note qu'« une rampe dévidoir permettant l'accès à la cellule côté qual de chargement sera créée entre les quais 32 et 33, avec une porte d'accès à la cellule de largeur 1,35 m (distance entre les poteaux de charpente principale du bâtiment) ».</p>
Structure et superficie du magasin 3	Article 2.2.6 La structure du magasin 3 n'est pas R15.	Dans son dossier, l'exploitant explique que le respect de cette exigence impliquerait une	A l'issue des visites conjointes sur site du 23 juin et du 6 juillet, la DREAL et le SDIS ont demandé à P&G de fournir en complément du dossier un devis justifiant des coûts et difficultés de mise en œuvre de la protection thermique R15 de la structure.

Ces aménagements concernant le risque incendie, l'avis du SDIS41 a été sollicité par le préfet.

L'inspection des Installations classées et le SDIS41 ont réalisé 3 visites sur site afin de visualiser sur site les installations objet des demandes d'aménagement et de réaliser des essais incendie permettant de fonder l'avis du SDIS41 sur des observations de terrain (les 23 juin, 6 juillet et 22 septembre 2016).

A l'issue des 2 premières visites, des éléments technico-économiques complémentaires ont été fournis par l'exploitant et des mesures de renforcement de la sécurité, dites « compensatoires » ont été définies.

Le SDIS41 a transmis son avis au préfet par courrier du 29 août 2016.

Le tableau ci-après détaille les aménagements sollicités par l'exploitant assorties de leur justification ainsi que l'avis du SDIS41 et sa prise en compte par l'exploitant.

	<p>disposition, les DEFNC du magasin 3 étant implantés à 4,5 m du mur coupe-feu séparant le magasin 3 du magasin 1.</p> <p>L'AMPG prévoit qu'un minimum de 2 commandes manuelles des DEFNC soit installé en 2 points opposés de chaque cellule.</p> <p>→ le site n'est pas conforme à cette disposition.</p>	
Art. 2.2.12	<p>L'AMPG prévoit que toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux des écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>→ le site n'est pas conforme à cette disposition, la capacité de rétention actuelle n'étant pas suffisante.</p>	<p>Dans son dossier, P&G prévoit la réalisation des travaux de mise en conformité (extension de la capacité de rétention des eaux d'incendie en cas d'incendie du magasin 3 – solution technique à définir).</p>
Art. 2.2.13	<p>L'AMPG prévoit pour les zones de stockages, qu'à proximité d'au moins une issue soit installé un interrupteur central, bien signalé, qui permette de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>→ le site n'est pas conforme à cette disposition.</p>	<p>Dans son dossier, P&G prévoit la réalisation des travaux de mise en conformité.</p>

L'ensemble de ces engagements ont été repris dans le projet d'arrêté préfectoral annexé (voir échéancier de travaux).

Les autres points de non-conformités font l'objet d'une demande d'aménagement des prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 (voir § 6.5 du présent rapport).

6.4. Analyse des avis et observations émises lors de la consultation

Le projet n'a reçu aucun avis défavorable.

6.5. Aménagement sollicité par l'exploitant

L'exploitant sollicite l'aménagement de certaines prescriptions relatives aux dispositions constructives du magasin 3.

6.2.3. Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet relève des plans et programmes suivants : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Loire Bretagne, approuvé par arrêté du 26 décembre 2013.

Le dossier justifie la conformité du projet à ce plan (pas de rejets complémentaires associés au projet de réorganisation des magasins 2 et 3).

6.3. Modification sur les installations existantes

Le projet consiste en une réorganisation des magasins 2 et 3 avec un changement de destination du magasin 3.

Sont applicables au magasin 3 l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510.

Sont applicables au magasin 2 les dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510.

Le dossier de demande comprend un état de conformité des magasins 2 et 3 aux dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510.

Le dossier définit clairement les points de non-conformités. Ils concernent le magasin 3.

Le dossier explicite les engagements de mise en conformité pris par l'exploitant.

Le tableau ci-après reprend les points de non-conformité du site pour lesquels l'exploitant prend un engagement de mise en conformité dans son dossier de demande :

AMPG 1510		Engagement de mise en conformité du dossier avant la mise en exploitation du projet
Art. 2.2.4	L'AMPG prévoit : « Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 m de large et de pente inférieure ou égale à 10 % permettant l'accès à chaque cellule sauf s'il existe des accès de plain-pied. » → le site n'est pas conforme à cette disposition, une rampe dévidoir est à créer entre les quais 32 et 33.	Dans son dossier, P&G prévoit la réalisation de travaux de mise en conformité : une rampe dévidoir sera créée entre les quais 32 et 33. Toutefois, la mise en conformité sera partielle, la localisation de cette rampe entre les poteaux de charpente principale du bâtiment ne permettant qu'une largeur de 1,35 m (cf. § 6.5 aménagements sollicités par l'exploitant).
Art. 2.2.6	L'AMPG prévoit : « Les sols des aires et des locaux de stockage sont de classe A1fl. » → le site n'est pas conforme à cette disposition, au droit de l'ancienne zone de charge.	Dans son dossier, P&G prévoit la réalisation des travaux de mise en conformité.
Art. 2.2.8	L'AMPG prévoit : « Les DEFNC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 m des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. » → le site n'est pas conforme à cette	Dans son dossier, P&G prévoit la réalisation des travaux de mise en conformité.

		modification conséquente de la structure avec un flocage de protection thermique et que la mise en place d'un tel flocage n'est pas compatible avec les exigences de qualité du stockage des produits finis (général des poussières).	<p>→ par courriel du 12/09/2016, P&G a transmis un devis chiffrant à 500 k€ HT les travaux de sablage de la structure et de pose d'une peinture intumescente R15. P&G précise que l'intervention nécessiterait une organisation complexe, les locaux devant être libres d'accès au sol et protégés pour le sablage. P&G maintient la demande d'exemption au regard du caractère disproportionné des travaux par rapport au gain attendu.</p> <p>Concernant la superficie de la cellule, le SDIS demande en mesure compensatoire la mise en place d'une installation de type déluge fixe au droit du mur coupe-feu, pouvant être mise en place à l'intérieur du magasin 3, raccordée au réseau incendie avec déclenchement manuel localisé et signalé à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>→ par courriel du 12/09/2016, P&G indique privilégier la mise en place d'un système déluge placé en extérieur, au-dessus du mur coupe-feu, raccordé au réseau incendie surpresse.</p> <p>Lors de la visite SDIS DREAL du 22/09/2016, l'exploitant a confirmé que le système sera incontestable (colonnes sèches) et a confirmé avoir actualisé le calcul du besoin de rétention des eaux en cas d'incendie.</p>
	Article 2.2.6 Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne satisfaisant pas à la classe d0.	<p>Dans son dossier, l'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les matériaux utilisés pour la tranchée construite en 2006 répondent aux anciennes normes (M4 non goudronné), - qu'il ne dispose pas d'information pour les matériaux utilisés pour la tranchée construite en 2002 mais que la zone concernée est dénuée de stockage (zone des convoyeurs). 	<p>Dans son dossier, l'exploitant explique demander une dérogation dans la mesure où la modélisation des flux thermiques en cas d'incendie généralisé du magasin 3 montre l'absence d'effet domino sur les bâtiments voisins et le maintien des flux thermiques dans l'enceinte du site. Pour mémoire, le magasin 3 est protégé par un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage).</p>
	Article 2.2.7 La cellule de stockage fait 8000 m ³ (au lieu de 6000 m ³).		<p>Dans son dossier, l'exploitant explique que la hauteur des cantons ne peut pas être mise en conformité pour des raisons de logistique (passage des chariots, bras de levage ...).</p>
Cantonement et désenfumage	Article 2.2.8 La hauteur des cantons est insuffisante (1,1 m au lieu de 1,9 m)		<p>A l'issue des visites conjointes sur site du 23 juin et du 6 juillet, la DREAL et le SDIS ont demandé à P&G :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cantonement : de mettre en conformité les cantons dans la zone de stockage en masse et d'étudier les possibilités de mise en conformité des cantons dans la zone de stockage en palettiers. <p>→ par courriel du 12/09/2016, P&G a transmis un chiffrage pour les travaux de mise</p>
	Article 2.2.8		

	La surface utile de désenfumage est insuffisante (comprise entre 1 et 2 %).	Indique que le coût des travaux de mise en conformité est trop important.	<p>en conformité des 2 zones, à l'exception de la file séparant les cantons 7 et 8 (hauteur limitée à 1,4 m pour permettre un rackage en 3^e niveau), s'élevant à 33 k€. P&G s'engage à réaliser ces travaux avant la mise en exploitation du magasin 3 dans sa nouvelle configuration.</p> <ul style="list-style-type: none"> Désenfumage : <ul style="list-style-type: none"> de mettre en conformité la surface de désenfumage dans les cantons les plus importants. Par ailleurs, la visite a mis en évidence que les exutoires sont à 4,5 m du mur coupe-feu séparant le magasin 1 et le magasin 3 (distance minimale de 7 m requise). → par courriel du 19/09/2016, l'exploitant a transmis un devis chiffrant à 95 k€ l'ensemble des travaux de mise en conformité des exutoires de fumées. Lors de la visite SDIS DREAL du 22/09/2016, l'exploitant a confirmé que les travaux de mise en conformité seront réalisés avant la mise en exploitation du projet.
Moyens de lutte contre l'incendie	Article 2.2.10 L'ensemble du magasin 3 n'est pas couvert par le jet de 2 RIA.	<p>Dans son dossier, l'exploitant précise que l'ensemble du magasin est accessible par le jet d'un RIA et qu'une faible superficie n'est pas accessible par le jet de 2 RIA (1,36%) et que la plupart des zones concernées n'est pas vouée à du stockage (allées).</p>	<p>Le SDIS41 n'a pas formulé d'observation particulière concernant la demande relative au RIA.</p> <p>Il observe que « Des hydrants sont implantés sur le site, certains sont sur-pressés » et recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'identifier les hydrants sur-pressés par une couleur jaune sur 50 % minimum de leur surface, - de tenir à la disposition des secours 3 limiteurs de pression dont 2 au poste de garde, - d'équiper les nouveaux hydrants d'un système de réduction de pression intégré (en cas de remplacement ou d'ajout). <p>Lors de la visite SDIS DREAL du 22/09/2016, l'exploitant a confirmé la prise en compte de ces recommandations.</p>

Dans la mesure où la modélisation des flux thermiques en cas d'incendie généralisé du magasin 3 montre l'absence d'effet domino sur les bâtiments voisins et le maintien des flux thermiques dans l'enceinte du site, l'inspection des installations classées estime que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ne s'en trouve pas atteinte et que les aménagements demandés ne justifient pas au regard des articles L 512-7-2 le basculement en procédure d'autorisation.

Les aménagements sollicités font l'objet de prescriptions particulières dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport. Celles-ci prennent en compte l'ensemble des demandes de renforcement de la sécurité formulées par le SDIS dans son avis du 29/08/2016.

7. CONCLUSION

La société PROCTER & GAMBLE BLOIS SAS a déposé une demande d'enregistrement pour la centralisation sur le site de Blois de stockages de produits finis actuellement sous-traités et la réorganisation des magasins 2 et 3 sur la commune de Blois.

La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R.512-46-8 à R.512-46-17.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

Le contexte nécessite l'adaptation des prescriptions applicables, à savoir l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510.

Les aménagements sollicités par l'exploitant nécessitent de recueillir préalablement l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-46-17.

L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de soumettre, après consultation du demandeur conformément à l'article R 512-46-17, le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement ci-joint à l'avis des membres du Coderst.

L'inspectrice des Installations Classées,

Vu et transmis avec avis conforme,
A Monsieur le préfet de Loir-et-Cher
Pour le directeur,

Le chef du Service
Environnement Industriel et Risques

